

**PROJETS RELATIFS AUX CONVENTIONS SUR LES ENFANTS,
LES ALIMENTS, LES ADULTES, LA COHABITATION, LE STATUT DES ENFANTS ET
LE DÉMÉNAGEMENT FAMILIAL INTERNATIONAL –
PROGRAMME POUR 2012 – 2013**

Note établie par le Bureau Permanent

* * *

**PROJECTS CONCERNING THE CHILDREN'S CONVENTIONS,
MAINTENANCE, ADULTS, COHABITATION, STATUS OF CHILDREN AND
INTERNATIONAL FAMILY RELOCATION –
PLANNING FOR 2012-2013**

Note submitted by the Permanent Bureau

*Document préliminaire No 6 de mars 2012 à l'intention
du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Preliminary Document No 6 of March 2012 for the attention
of the Council of April 2012 on General Affairs and Policy of the Conference*

**PROJETS RELATIFS AUX CONVENTIONS SUR LES ENFANTS,
LES ALIMENTS, LES ADULTES, LA COHABITATION, LE STATUT DES ENFANTS ET
LE DÉMÉNAGEMENT FAMILIAL INTERNATIONAL –
PROGRAMME POUR 2012 – 2013**

Note établie par le Bureau Permanent

* * *

**PROJECTS CONCERNING THE CHILDREN'S CONVENTIONS,
MAINTENANCE, ADULTS, COHABITATION, STATUS OF CHILDREN AND
INTERNATIONAL FAMILY RELOCATION –
PLANNING FOR 2012-2013**

Note submitted by the Permanent Bureau

INTRODUCTION

Ce document résume le programme de travail actuel du Bureau Permanent en matière de protection internationale des enfants et de droit de la famille. Constituant une mise à jour de documents présentés lors des réunions de la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de 2003, 2004, 2005, 2006 et du Conseil de 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011¹, il fixe un calendrier pour certains projets et commente les sources de financement de chacun d'entre eux (avec des renvois au Budget supplémentaire des Exercices financiers LVIII-LX (premier juillet 2012 – 30 juin 2015²)).

Le mandat pour une grande partie du travail relatif à la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et à la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* résulte de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de 1980 et la mise en œuvre de la Convention de 1996, qui s'est tenue à La Haye du 30 octobre au 9 novembre 2006³. La Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement des Conventions de 1980 et 1996, qui s'est tenue récemment en deux parties à La Haye, du premier au 10 juin 2011 et du 25 au 31 janvier 2012, a confirmé le programme de travail et recommandé la conduite de nouveaux projets⁴. La Commission spéciale, à laquelle 78 États ont pris part, a approuvé 92 Conclusions et Recommandations qui ne sont pas sans incidences sur les Budgets régulier et supplémentaire de la Conférence de La Haye.

Plusieurs projets portant sur la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* ont été approuvés par la Commission spéciale réunie pour examiner le fonctionnement pratique de cette Convention en septembre 2005. En juin 2010, une Troisième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1993 a confirmé le programme de travail et approuvé de nouveaux projets⁵. Le programme de travail est financé pour partie par le Budget régulier et pour partie par le Budget supplémentaire.

¹ Voir Doc. prélim. No 7 de mars 2011 à l'intention du Conseil d'avril 2011 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, disponible sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Affaires générales ».

² Voir « Exercices financiers LVII-LIX (premier juillet 2011 – 30 juin 2014), Budget supplémentaire et Exposé des motifs. 1^{re} partie : Projets spéciaux et dépenses », Doc. prélim. No 9 A de mars 2011 et « Exercices financiers LVII-LIX (premier juillet 2011 – 30 juin 2014), Budget supplémentaire et Exposé des motifs. 2^e partie : Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique », Doc. prélim. No 9 B de mars 2011, tous deux établis à l'intention du Conseil de 2011 sur les affaires générales et la politique de la Conférence.

³ Voir « Conclusions et Recommandations de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et la mise en œuvre de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (30 octobre – 9 novembre 2006) », disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espaces spécialisés » puis « Espace Enlèvement d'enfants ». Le mandat initial pour certains projets résulte de précédentes réunions de Commissions spéciales. Voir, notamment, les « Conclusions et Recommandations de la Quatrième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (22 – 28 mars 2001) », également disponibles sur le site Internet de la Conférence.

⁴ Voir « Conclusions et Recommandations de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* et de la *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants* (première partie, du premier au 10 juin 2011, et deuxième partie, du 25 au 31 janvier 2012) », disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espaces spécialisés » puis « Espace Enlèvement d'enfants ».

⁵ Voir « Conclusions et Recommandations de la Troisième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* (17 – 25 juin 2010) », également disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espaces spécialisés » puis « Espace Adoption ».

Le mandat pour les travaux relatifs à la *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* découle des Recommandations adoptées le 23 novembre 2007 par la Vingt et unième session de la Conférence (voir Acte final de la Vingt et unième session, partie C) et des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur la mise en œuvre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 et du Protocole de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (10–17 novembre 2009). Ce travail est financé pour partie par le Budget régulier et pour partie par le Budget supplémentaire.

<p align="center">CONVENTION DE LA HAYE DU 25 OCTOBRE 1980 SUR LES ASPECTS CIVILS DE L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS et CONVENTION DE LA HAYE DU 19 OCTOBRE 1996 CONCERNANT LA COMPÉTENCE, LA LOI APPLICABLE, LA RECONNAISSANCE, L'EXÉCUTION ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE ET DE MESURES DE PROTECTION DES ENFANTS</p> <p align="center">Mise en œuvre des Conclusions et Recommandations de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1980 et de la Convention de 1996⁶ (première et deuxième parties, juin 2011 et janvier 2012)</p>	
<p>1. Élaboration de Guides de bonnes pratiques, de Manuels et de Listes récapitulatives relatifs aux Conventions de 1980 et 1996</p>	
a) Convention de 1980 :	
Première partie (Pratique des Autorités centrales)	Les quatre premières parties ont été publiées et diffusées en anglais, en français et en espagnol. Il en va de même des Principes généraux.
Deuxième partie (Mise en œuvre)	
Troisième partie (Mesures préventives)	La troisième partie et les Principes généraux ont été traduits en arabe.
Quatrième partie (Exécution)	L'ensemble (les quatre premières parties et les Principes généraux) devrait être publié en anglais, en français, en espagnol et en arabe d'ici à la fin 2012.
Principes généraux et Guide de bonnes pratiques en matière de contacts transfrontières relatifs aux enfants	Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.1.
Cinquième partie (Médiation) – projet	Voir les Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de 2008 (1 ^{er} – 3 avril 2008), p. 1, 3 ^e para. Le projet de Guide de bonnes pratiques sur la médiation – Cinquième partie – a été présenté et examiné lors de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011) (Doc. prélim. No 5 de mai 2011). Voir les Recommandations Nos 58 et 59 adoptées par la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). Le projet de Guide est en cours de révision, puis sera diffusé aux Membres et aux États contractants pour consultation finale, en vue de sa publication en 2012. Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.2.

⁶ Les Conclusions et Recommandations de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1980 sont disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Conventions » puis « Convention 28 » et « Documents relatifs au suivi pratique ». La Commission spéciale s'est déroulée en deux parties – la première partie s'est tenue du premier au 10 juin 2011 et la deuxième du 25 au 31 janvier 2012. Les préparatifs des Commissions spéciales et les Commissions spéciales elles-mêmes sont financés par le Budget régulier de la Conférence. L'interprétation en espagnol durant la Commission spéciale et la traduction des documents préliminaires en espagnol ont été financées par des contributions faites au titre du Budget supplémentaire.

Sous réserve de l'autorisation du Conseil, constitution d'un groupe de travail composé de juges, d'Autorités centrales et d'experts multidisciplinaires aux fins d'élaborer un Guide de bonnes pratiques sur l'interprétation et l'application de l'article 13(1) <i>b</i>)	Recommandation No 82 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).
b) Convention de 1996 :	
Manuel sur le fonctionnement pratique de la Convention de 1996	<p>Le Manuel a été soumis à l'approbation de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011) (Doc. prélim. No 4 de mai 2011).</p> <p>Voir Recommandations Nos 53 à 55 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). Le projet de Manuel fait l'objet d'amendements à l'heure actuelle à la lumière des discussions tenues lors de la première partie de la Commission spéciale et en consultation avec les experts, et ce en vue de sa publication en 2012.</p>
Principes généraux et Guide de bonnes pratiques en matière de contacts transfrontières relatifs aux enfants	Voir <i>supra</i> 1 a).
2. Réseau informel d'experts chargé de discuter la mise en œuvre de la Convention de 1996	
Créer un réseau informel d'experts pour examiner la mise en œuvre de la Convention de 1996, ces discussions se tiendraient à travers un « listserv » (liste électronique restreinte)	<p>Débutera début 2012.</p> <p>Recommandation No 2 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p>
3. Profil des États pour les États contractants à la Convention de 1980	
<p>Les États contractants sont vivement encouragés à compléter le Profil des États. Le Bureau Permanent enverra un rappel annuel aux États contractants concernant la mise à jour de leur profil d'État.</p> <p>Les nouveaux États adhérents devraient compléter, dès que possible, suite à leur adhésion, le Questionnaire standard pour les nouveaux États adhérents. Ensuite, ils devraient compléter le Profil des États dès que cela est réalisable.</p>	<p>La version définitive du Profil des États a été diffusée aux États contractants pour qu'ils puissent le compléter, en mars 2011, et cela avant la tenue de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>Recommandations Nos 24 à 27 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p>

4. Communications judiciaires directes	
	<p>Rapport entériné par la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011⁷).</p> <p>Recommandations Nos 64 à 72 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p>
a) Promotion de la désignation de juges au sein du Réseau international de juges de La Haye (RIJH) par la diffusion des <i>Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires</i>	<p>Recommandation No 79 (b) de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).</p> <p>En cours</p>
b) Gestion, mise à jour et développement de la liste des membres du RIJH	En cours
c) Poursuite des consultations et mise en place de mécanismes pratiques et de structures pour le RIJH (notamment des réseaux régionaux)	<p>Recommandation No 72 (b) de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>En cours.</p>
d) Poursuite de l'inventaire des pratiques en matière de communications directes entre juges dans des cas particuliers relevant de la Convention de La Haye de 1980 et de la protection internationale des enfants	<p>Recommandation No 72 (c) de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>En cours.</p>
e) Promouvoir l'utilisation des <i>Lignes de conduite émergentes et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires</i>	<p>Recommandation No 79 (a) de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).</p> <p>En cours.</p> <p>La Commission spéciale souscrit de manière générale aux <i>Lignes de conduite émergentes et aux Principes généraux relatifs aux communications judiciaires</i> contenus dans le Document préliminaire No 3 A, lequel doit être révisé par le Bureau Permanent à la lumière des discussions tenues lors de la Commission spéciale.</p>

⁷ P. Lortie, « Rapport relatif aux communications entre juges concernant la protection internationale de l'enfant », Doc. prélim. No 3 B d'avril 2011 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2011 sur le fonctionnement pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de la Convention Protection des enfants de 1996, disponible sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Enlèvement d'enfants ».

f)	Répertorier les bases juridiques internes en matière de communications judiciaires directes.	Recommandation No 79 (c) de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012). En cours.
g)	Mise en œuvre d'un projet pilote d'utilisation de communications électroniques sécurisées efficaces, en particulier à destination des membres du RIJH.	Recommandation No 71 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). En cours.
h)	Étudier plus en détail la création d'un système sécurisé de communication, en particulier à destination des membres du RIJH, tel que des systèmes sécurisés de visioconférence	Recommandation No 72 (a) de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). En cours. Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.6.
i)	Établir un document d'information succinct à l'attention des juges sur les communications judiciaires directes.	Recommandation No 72 (d) de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). En cours.

5. Médiation (et autres ARD) transfrontière en matière familiale

a)	Demande faite au Bureau Permanent de continuer à tenir les États informés des développements intervenant en matière de médiation dans le cadre des litiges transfrontières relatifs au droit d'entretenir un contact et à l'enlèvement ⁸	Voir Conclusions et Recommandations du Conseil d'avril 2008 sur les affaires générales et la politique, p. 1. Voir Doc. pré. No 10 à l'intention du Conseil d'avril 2008 sur les affaires générales et la politique et Doc. pré. No 10 à l'intention du Conseil d'avril 2011 sur les affaires générales et la politique.
b)	Élaboration d'un Guide de bonnes pratiques sur la médiation dans le cadre de la Convention de 1980	Voir <i>supra</i> 1 a).
c)	Groupe de travail sur la médiation dans le contexte du Processus de Malte	Recommandation No 8 du Conseil d'avril 2011 sur les affaires générales et la politique.

⁸ « Étude de faisabilité sur la médiation transfrontière en matière familiale » établie par le Bureau Permanent, Doc. pré. No 20 de mars 2007 à l'intention du Conseil d'avril 2007 sur les affaires générales et la politique de la Conférence, lequel comporte en annexe la « Note relative au développement de la médiation, de la conciliation et de moyens similaires en vue de faciliter les solutions négociées entre les parties dans les contentieux familiaux transfrontières impliquant des enfants dans le cadre de la Convention de La Haye de 1980 » établie par S. Vigers, ancienne collaboratrice juridique au Bureau Permanent, Doc. pré. No 5 d'octobre 2006 à l'intention de la Cinquième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Disponibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Enlèvement d'enfants ».

	<p>Voir pour plus de renseignements le Doc. pré. No 12 de décembre 2011 à l'intention de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012) et le Doc. pré. No 6 de mai 2011 à l'intention de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>Voir Recommandations Nos 60 à 62 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.2.7. e) et d).</p>
d) Sous réserve de l'autorisation du Conseil, constitution d'un Groupe d'experts afin de mener de plus amples recherches dans le domaine de la reconnaissance et de l'exécution d'accords transfrontières	Recommandation No 77 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012). Voir Doc. pré. No 12 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique et Doc. pré. No 13 de décembre 2011 à l'intention de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).
6. Base de données sur l'enlèvement international d'enfants (INCADAT)	
a) Poursuite de l'expansion du droit matériel couvert par INCADAT, mise à jour et vérification continues des traductions, et développement de la page consacrée aux questions ne relevant pas de la Convention de La Haye	<p>En cours.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 a).</p>
b) Finalisation de la mise à jour de la rubrique analyse de jurisprudence, récupération du retard accusé en matière de traductions et résumés (en anglais, français et espagnol) ainsi que celui accumulé en ce qui concerne les traductions relatives à la rubrique analyse de jurisprudence (principalement en français et en espagnol).	<p>En cours.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 a).</p>
c) coopération avec les correspondants INCADAT ; expansion de la portée d'INCADAT et élargissement du réseau des correspondants ; finalisation de la nouvelle version du <i>Guide for correspondents</i> ; organisation d'une réunion des correspondants.	<p>En cours. Une réunion des correspondants est envisagée dans le courant 2012 ou 2013.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 a).</p>

d)	Travail en cours en vue de résoudre les problèmes techniques et améliorer le moteur de recherche du site web.	En cours avec l'aide d'e-vision.
e)	Expansion d'INCADAT pour couvrir la jurisprudence en vertu d'autres Conventions de La Haye en matière familiale.	Voir Recommandation No 56 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 b).
7. Base de données statistiques sur l'enlèvement international d'enfants (INCASTAT)		
a)	Poursuite des travaux visant à promouvoir l'utilisation du système par les Autorités centrales désignées en vertu de la Convention de La Haye de 1980.	Recommandation No 22 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). Lancement d'INCASTAT le 28 septembre 2007. Élaboration en cours d'un formulaire permettant aux États parties de communiquer leurs statistiques sur les États non parties. Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 c).
b)	Élaboration d'un questionnaire statistique qui pourrait être complété en ligne et qui réunirait à la fois les données collectées pour INCASTAT (la base de données statistiques sur l'enlèvement international d'enfants) et celles collectées pour l'analyse statistique couvrant les cas de l'année 2008.	Recommandations No 23 de la première partie et No 90 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011 et janvier 2012). Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.5 c).
c)	Étude de la possibilité d'une migration automatisée des données vers INCASTAT par le Bureau Permanent, en conjonction avec les États parties intéressés.	Recommandation No 23 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011). En cours.
8. Système <i>iChild</i> de gestion électronique des dossiers		
–	Poursuite des efforts de promotion et de mise en œuvre du système par les Autorités centrales désignées au titre de la Convention de La Haye de 1980.	Recommandation No 91 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012). En cours avec le canadien <i>WorldReach Software</i> qui a développé le logiciel en partenariat avec la Conférence.

9. La Lettre des juges sur la protection internationale de l'enfant	
a) Consultation du Comité de rédaction ; appel à contributions ; rédaction et préparation des articles pour publication ; coordination avec l'éditeur ; gestion et mise à jour de la liste d'abonnés.	<p>Recommandations Nos 73 et 74 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>Publication semestrielle régulière.</p> <p>Publication du tome XVII au printemps 2011, consacré à la Commission spéciale sur l'adoption internationale. Le tome XVIII, consacré à la Commission spéciale sur les Conventions de 1980 et 1996, sera publié début 2012.</p> <p>Voir également le point 36 pour l'Édition spéciale sur la Conférence judiciaire internationale sur le déménagement familial international.</p>
b) Réimpressions dans d'autres langues que l'anglais ou le français	Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.1.3.
c) Index	Réalisation d'un index en cours (disponible en ligne) pour toutes les éditions passées de la Lettre des juges
10. Recherches en ce qui concerne l'application de l'article 15 de la Convention de 1980	
Examen des mesures à prendre pour assurer une application plus efficace de l'article 15.	<p>Voir Recommandation No 63 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011).</p> <p>À entamer en 2012.</p>
11. Formulaires	
Formulaire de consentement au voyage	<p>Voir Recommandation No 92 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).</p> <p>La Conférence de La Haye ne poursuivra pas son travail en ce qui concerne le formulaire modèle de consentement au voyage (Doc. pré. No 15) et le Bureau Permanent devrait informer l'OACI de cette décision.</p>
Mise à jour du formulaire de demande de retour en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, de telle manière qu'il puisse être complété électroniquement ; élaboration d'un formulaire modèle pour les demandes relatives au droit de visite. Ces deux formulaires devraient être disponibles dans différentes langues.	Recommandation No 10 de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011) (Doc. info. No 4 de mai 2011 à l'intention de la première partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (juin 2011)).

**CONVENTION DE LA HAYE DU 29 MAI 1993 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS
ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE**

**Mise en œuvre des Conclusions et Recommandations de la
Troisième réunion de la Commission spéciale sur le
fonctionnement pratique de la Convention de 1993⁹
(du 17 au 25 juin 2010)**

**Projets et ressources concernant l'adoption internationale
pour la période 2012-2014
Voir annexe 1 A et B¹⁰**

12. Les Guides de bonnes pratiques

a)	Traduction du Guide de bonnes pratiques No 1 sur la mise en œuvre	Publication d'une version russe et Khmer du Guide No 1 en 2011. Les versions chinoise et vietnamienne ont été produites dans leurs pays respectifs.
b)	Établissement de la version définitive du Guide de bonnes pratiques No 2 sur l'agrément et les organismes agréés	<p>Le texte a été révisé à la lumière des discussions intervenues lors de la Commission spéciale et les membres du groupe de travail ont apporté leurs commentaires sur le projet de Guide fin 2011. Ceux-ci ont été intégrés et une version définitive a été distribuée le 16 février 2012 auprès de tous les Membres de la Conférence de La Haye, des États contractants et organisations représentées à la Commission spéciale de 2010 pour qu'ils puissent faire part de leurs observations finales. La publication du Guide est prévue pour avril 2012.</p> <p>Recommandations No 4 de la Commission spéciale de 2005 et No 3 de la Commission spéciale de 2010.</p> <p>Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.3.8.</p>
c)	Recueil d'informations sur la sélection, le conseil et la préparation des futurs parents adoptifs comme sujet possible du Guide de bonnes pratiques No 3. (voir aussi la rubrique 17 ci-dessous).	En cours, en fonction des ressources disponibles et des priorités, et seulement après que le groupe de travail sur les aspects financiers (voir rubrique 17) a achevé ses travaux.

⁹ La Deuxième réunion de la Commission spéciale s'est tenue du 17 au 23 septembre 2005, une journée ayant été consacrée aux questions d'agrément. La Troisième réunion de la Commission spéciale s'est déroulée du 17 au 25 juin 2010, une journée ayant été consacrée à l'enlèvement, à la vente et à la traite et à l'obtention illicite d'enfants. Les Conclusions et Recommandations de ces deux réunions de la Commission spéciale sont accessibles sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < www.hcch.net >, sous les rubriques « Espace Adoption » puis « Commissions spéciales ». Les préparatifs généraux des Commissions spéciales et les réunions des Commissions spéciales elles-mêmes sont financés par le Budget régulier de la Conférence. L'interprétation en espagnol durant la Commission spéciale et la traduction en espagnol des documents préliminaires ont été financées par des contributions au Budget supplémentaire.

¹⁰ En raison de changements importants auxquels l'équipe adoption internationale est amenée à faire face en termes d'effectifs (comme indiqué dans la circulaire du 28 février 2012), le Plan de travail repris à l'annexe 1 a pour objet de mettre en avant les difficultés face auxquelles l'équipe sera confrontée après 2012.

	Recommandation No 10 de la Commission spéciale de 2010.
d) Recherches en vue de la préparation éventuelle de nouvelles parties (par ex. sur les aspects financiers et les rapports de suivi d'adoption ; voir également rubrique 17 ci-dessous))	En cours (voir rubrique 16). Recommandation No 2 de la Commission spéciale de 2005.
e) Traduction en espagnol de nouvelles parties du Guide	Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.3.8 b) et A.3.10 b).
13. Élaboration d'un formulaire modèle pour le consentement de l'enfant (art. 4 d)(3)) et de formulaires modèles ou de protocoles concernant la mise en œuvre des articles 15 et 16 de la Convention	À entamer en 2012, en fonction des ressources disponibles. Recommandation No 7 de la Commission spéciale de 2005.
14. Élaboration de Profils des États	Les Profils des États complétés sont publiés sur le site Internet de la Conférence et les États sont encouragés à les mettre régulièrement à jour. Recommandations No 8 de la Commission spéciale de 2005 et No 7 de la Commission spéciale de 2010.
15. Élaboration d'un formulaire modèle concernant les rapports de suivi d'adoption	À entamer en 2012, en fonction des ressources disponibles. Recommandations No 18 de la Commission spéciale de 2005 et No 7 de la Commission spéciale de 2010.
16. Développement d'ICASTAT (base de données statistiques sur l'adoption internationale)	Après l'assistance d'un stagiaire de février à juillet 2010, aucune ressource n'est plus disponible pour ce projet. La Commission spéciale de 2010 a recommandé de poursuivre les consultations sur les possibilités de recueil de données statistiques par le Bureau Permanent. Recommandation No 31 de la Commission spéciale de 2010.
17. Groupe de travail sur les aspects financiers en matière d'adoption internationale, y compris des tableaux indiquant pour chaque État contractant le coût de l'adoption internationale et les frais demandés aux futurs parents adoptifs.	Un Groupe de travail sur les aspects financiers en matière d'adoption internationale a été constitué, lequel tiendra sa première réunion en juin 2012. Recommandation No 4 de la Commission spéciale de 2010. Recommandation No 25 du Conseil sur les affaires générales de 2011.

	<p>En raison de l'importance portée à ces travaux par les États membres, et des ressources requises, il serait peut-être approprié de considérer ce sujet comme le thème porteur du Guide de bonnes pratiques No 3.</p> <p>Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.3.9 a).</p>
18. Groupe informel sur l'enlèvement, la vente, la traite et l'obtention illicite d'enfants	<p>Un document de travail sur les formes de coopération plus concrètes et efficaces entre les États afin de prévenir et de répondre aux cas spécifiques d'abus a été établi par l'Autorité centrale d'Australie et au sujet duquel les membres du Groupe de travail ont fait part de leurs commentaires.</p> <p>Le Bureau Permanent soumettra les conclusions de ce groupe aux États contractants en 2012.</p> <p>Recommandation No 2 de la Commission spéciale de 2010.</p> <p>Voir Doc. prélim. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.3.9 b).</p>
<p align="center">CONVENTION DE LA HAYE DU 13 JANVIER 2000 SUR LA PROTECTION INTERNATIONALE DES ADULTES</p>	
20. Préparation de documents d'information	En cours.
<p align="center">CONVENTION DE LA HAYE DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE</p> <p align="center">Mise en œuvre des Conclusions de l'Acte final de la Vingt et unième session, 23 novembre 2007, et des Conclusions et Recommandations de la Commission spéciale sur la mise en œuvre de la Convention, 10 – 17 novembre 2009</p>	
21. Rapport explicatif	<p>Publication prochaine sous forme de tiré à part avant publication dans les Actes et documents de la Vingt et unième session. Une version espagnole a également été établie.</p> <p>Voir Recommandation No 2 de la Commission spéciale de 2009.</p>
22. Publication de la Liste récapitulative de mise en œuvre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007	<p>Fait. Version espagnole en cours d'élaboration.</p> <p>Voir Recommandation No 13 de la Commission spéciale de 2009.</p>

<p>23. Publication du Manuel pratique pour les responsables de dossiers concernant la Convention Recouvrement des aliments</p>	<p>Le Manuel pratique est en cours de révision à la lumière des observations reçues avant sa dernière diffusion pour commentaires.</p> <p>Le Manuel pratique devrait être publié en espagnol dès que les versions définitives en français et en anglais seront établies.</p> <p>Voir Recommandation No 6 de la Commission spéciale de 2009.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.4.11.</p>
<p>24. Poursuite des travaux du Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux conférences téléphoniques 	<p>Voir Acte final.</p> <p>Voir Doc. pré. No 3 B de février 2010.</p> <p>En cours.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.4.12.</p>
<p>25. Publication des Formulaires adoptés par la Commission spéciale de novembre 2009</p>	<p>Voir Acte final.</p> <p>Voir Recommandation No 3 de la Commission spéciale de novembre 2009.</p> <p>La version définitive en anglais et en français des Formulaires recommandés étant établie, il est maintenant prévu de les publier en espagnol dès que possible.</p>
<p>26. Nouvelles réunions du Groupe de travail chargé des Formulaires (coordonné par le Bureau Permanent)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Huit conférences téléphoniques 	<p>Voir Recommandation No 4 de la Commission spéciale de novembre 2009.</p> <p>Suspendues jusqu'en 2013 au moins.</p>
<p>27. Publication du Profil des États – champ d'application obligatoire (coordonnée par le Bureau Permanent)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation du Profil des États sur Internet – champ d'application obligatoire (après la Commission spéciale de novembre 2009) 	<p>Voir Acte final.</p> <p>Voir Recommandation No 8 de la Commission spéciale de novembre 2009.</p> <p>La version espagnole du Profil des États (champ d'application obligatoire) devrait être disponible dès que la version définitive en anglais et en français sera établie.</p>
<p>28. Élaboration du Profil des États – champ d'application étendu (coordonnée par le Bureau Permanent)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quatre conférences téléphoniques - Possibilité d'une réunion physique - Extension du Profil des États sur Internet – Champ d'application étendu 	<p>Voir Recommandation No 8 et Procès-verbaux de la Commission spéciale de novembre 2009.</p> <p>En cours.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.4.13.</p>

<p>29. <i>iSupport</i> (système électronique de gestion des dossiers et de communication sur Internet pour le recouvrement international des aliments)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux préliminaires pour établir, en concertation avec les États intéressés, les spécifications fonctionnelles et techniques du système et de sa conception - Travaux préliminaires pour définir une procédure d'appel d'offres pour le développement du logiciel - Travaux préliminaires pour définir une stratégie de financement pour l'exploitation et la maintenance du système 	<p>Voir Recommandation No 6 de la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence d'avril 2006 et Recommandations Nos 14 et 15 de la Commission spéciale de 2009.</p> <p>Proposition en cours en vue d'obtenir une subvention d'action de l'UE.</p> <p>Voir Doc. pré. No 9A (Budget supplémentaire partie I : 2012-2015), A.D.21-26.</p>
<p>30. Préparation des documents d'information</p>	<p>En cours.</p>
<p>31. Étude de faisabilité d'un éventuel protocole à la Convention de 2007 consacré au recouvrement international des aliments destinés à des personnes vulnérables</p>	<p>Voir Acte final.</p> <p>Voir Recommandation No 11 de la Commission spéciale de 2009.</p> <p>Terminée. Le Bureau Permanent continuera de suivre les développements.</p>
<p align="center">PROTOCOLE DE LA HAYE DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LA LOI APPLICABLE AUX OBLIGATIONS ALIMENTAIRES</p>	
<p>32. Rapport explicatif</p>	<p>Voir Procès-verbaux de la Session plénière de la Session diplomatique.</p> <p>Voir Recommandation No 2 de la Commission spéciale de 2009.</p> <p>Le Rapport explicatif du Protocole a été adopté en anglais et en français et sa version espagnole définitive a été établie ; il sera bientôt disponible sous forme de tiré à part avant sa publication dans les Actes et documents de la Vingt et unième session.</p>
<p align="center">COHABITATION HORS MARIAGE</p>	
<p>33. Cohabitation hors mariage</p>	
<p>Suivi des développements</p>	<p>En cours. Voir le Doc. pré. No 11 à l'intention du Conseil d'avril 2008 sur les affaires générales et la politique.</p>

PROCESSUS DE MALTE	
34. Processus de Malte	
Préparation de la Quatrième conférence de Malte en 2012 ou 2013. Poursuite du Processus de Malte.	Recommandation No 86 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012). Voir également ci-dessus sous la rubrique 5 c).
STATUT DES ENFANTS ET MATERNITÉ DE SUBSTITUTION À CARACTÈRE INTERNATIONAL	
35. Statut des enfants et maternité de substitution à caractère international	
Préparation d'une note préliminaire succincte à l'intention du Conseil de 2012 sur les questions de droit international privé en rapport avec le statut des enfants (sauf l'adoption) et notamment la question de la reconnaissance de la filiation (Doc. préél. No 10 de 2012 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique)	Voir Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (7 – 9 avril 2010) (Doc. préél. No 1 de septembre 2010 à l'intention du Conseil d'avril 2011 sur les affaires générales et la politique) Conclusions et Recommandations adoptées par le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (5 – 7 avril 2011) (Doc. préél. No 1 de septembre 2011 à l'intention du Conseil d'avril 2012 sur les affaires générales et la politique)
DÉMÉNAGEMENT FAMILIAL INTERNATIONAL	
36. Déménagement familial international	
a) Préparation d'une note préliminaire qui servira de base aux discussions de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (Doc. préél. No 11 de janvier 2012 à l'attention de la Sixième réunion de la Commission spéciale (deuxième partie) de janvier 2012).	La réunion de 2010 du Conseil sur les affaires générales et la politique « [a pris] note de la Déclaration résultant de la « Conférence internationale judiciaire sur la relocalisation transfrontière des familles » (Washington, D.C., États-Unis d'Amérique, 23 – 25 mars 2010) ». Voir aussi l'Édition spéciale de la Lettre des juges consacrée à la Conférence judiciaire internationale sur le déménagement international (en anglais), publiée en décembre 2010.
b) Conduite de plus amples travaux aux fins d'étudier et de rassembler des informations concernant les différentes approches adoptées dans divers systèmes juridiques à propos du déménagement familial international, en rapport avec des questions de droit international privé et l'application de la Convention de 1996	Recommandation No 84 de la deuxième partie de la Sixième réunion de la Commission spéciale (janvier 2012).

ANNEXES

APERÇU DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE ADOPTION INTERNATIONALE 2012-2014¹

Cet aperçu présente l'actualité et l'avenir des ressources, des priorités et quelques stratégies définies afin de maîtriser l'écart entre les ressources disponibles et la charge de travail attendue pour l'équipe.

La liste d'activité ci-jointe (annexe 1B) expose le travail, les engagements et les priorités actuels et futurs de l'équipe Adoption du Bureau Permanent, pour la période 2012-2014.

TABLEAU DES EFFECTIFS

Niveau	Permanent/Temporaire	Durée du mandat au BP
1x Secrétaire (JD) ²	Permanent	Jusqu'au 30 avril 2012
1x CJP (LMM)	Permanent à 90%	En cours*
1x CJ (EH)	Temporaire	Jusqu'au 31 Décembre 2012
1x CJ (CR)	Détachement	Jusqu'au 19 décembre 2012
1x Assistant juridique / administratif (SH)	Permanent à 50% attaché à l'adoption internationale	En cours

*Voir Stratégies / Effectifs ci-dessous

Au regard des ressources disponibles pour 2012, il faudrait s'attacher à réaliser autant de travaux que possibles cette année, puisque la situation des effectifs sera incertaine dans les années à venir. En effet, après 2012, seul le poste de Mme Laura Martinez-Mora est garanti et une seule personne serait amenée à travailler sur les questions en lien avec l'adoption au sein du Bureau Permanent, ce qui n'est pas réaliste au vu de la charge de travail.

PRIORITÉS POUR 2012

Les priorités pour 2012 sont les suivantes :

1. Achever la deuxième partie du Guide de bonnes pratiques No 2 sur l'agrément et les organismes agréés en matière d'adoption
2. Groupe de travail sur les aspects financiers de l'adoption internationale, et programme et documents y afférant
3. Groupe de travail sur l'enlèvement, la vente, la traite et l'obtention illicite d'enfants et soutien à l'Autorité centrale australienne pour parvenir à des résultats positifs
4. Organisation d'un second séminaire francophone en Afrique
5. Mise en œuvre et suivi des projets du Programme d'assistance technique en matière d'adoption (ICATAP)
6. Recherche de financements pour permettre le maintien du poste de Collaborateur juridique en 2013 et pour ICATAP

¹ Cette liste concernant les activités couvre non seulement le Programme d'assistance technique en matière d'adoption internationale (ICATAP) mais aussi tous les aspects de l'adoption internationale. De ce fait, il n'est pas possible de planifier des activités au-delà de 2014, année au cours de laquelle pourrait se tenir une Commission spéciale.

² JD : Jennifer Degeling ; LMM : Laura Martinez-Mora ; EH : Emmanuelle Harang ; CR : Carine Rosalia ; SH : Stuart Hawkins.

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE ET LE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION DE 1993 APPORTÉE A DES ÉTATS CIBLÉS (ICATAP)

Comme toujours, la situation politique et les événements imprévisibles survenant dans les États d'origine, ainsi que les intérêts des États d'accueil, y compris les fonds alloués pour certains États en particulier, tendent à influencer les priorités concernant l'assistance technique. Cependant, le financement des projets est irrégulier et la planification à long terme est difficile.

Les États prioritaires à l'heure actuelle connaissent tous une situation politique et sociale complexe qui ne permet pas d'atteindre un succès immédiat dans les projets. Une pratique répandue de la corruption, parfois acceptée culturellement, et la fréquence des gains financiers indus en lien avec l'adoption, peuvent constituer un obstacle dans certains États. Cependant, d'importants progrès ont pu être constatés dans des États difficiles.

STRATÉGIES

Effectifs

L'équipe « Adoption internationale » du Bureau Permanent est dans une situation favorable inhabituelle car elle accueille en 2012 un membre supplémentaire, une Collaboratrice juridique expérimentée issue de l'Autorité centrale des États-Unis d'Amérique. En revanche, le contrat de notre Collaboratrice juridique temporaire, qui est une juriste expérimentée en matière de protection de l'enfance, arrive à son terme le 31 août 2012 et aucun fonds du Budget supplémentaire n'est disponible pour sa prolongation.

En considérant le départ au 30 avril de Mme Jennifer Degeling et le transfert sur le Budget régulier de Mme Laura Martinez-Mora en tant que Collaboratrice juridique principale responsable du dossier Adoption, prévu à partir du premier mai 2012, il est espéré que la rémunération allouée (jusqu'en décembre 2012) pour le poste de Coordinatrice du Programme d'assistance technique pour l'adoption qu'elle occupait puisse être utilisée pour financer la prolongation du poste de Collaborateur juridique temporaire après 2012.

Passé le début de 2013, il ne sera plus possible de soutenir le niveau actuel des activités dans le domaine de l'adoption et de l'assistance technique, à moins que Mme Martinez-Mora ne puisse bénéficier de l'aide d'au moins un Collaborateur juridique expérimenté. Sans ce soutien, les activités d'ICATAP devront être sérieusement réduites et le travail relatif à l'adoption internationale devra se focaliser sur les activités du Budget régulier, y compris la préparation d'une Commission spéciale en 2014, si cela est possible.

Stratégie No 1 : Rechercher des fonds pour financer le poste de Collaborateur juridique chargé d'assister et d'appuyer le travail en lien avec l'adoption internationale en général, au-delà des activités d'ICATAP dans d'autres États.

Les fonds peuvent être sollicités auprès des États d'accueil qui soutiennent le travail du Bureau Permanent dans le domaine de l'adoption internationale et qui sont engagés dans la poursuite d'ICATAP, même sous une forme plus modeste. Dans les accords existants, il n'a pas été possible d'imposer une séparation stricte des rôles entre les activités prises en charge par le Budget régulier et celles d'ICATAP car il a toujours été nécessaire de maintenir un lien et un soutien mutuels pour l'ensemble de ces activités.

Stratégie No 2 : Réaliser autant de travaux que possibles en 2012, tant que les ressources humaines adéquates sont disponibles.

Il est nécessaire de se préparer à un scénario pessimiste dans lequel les fonds supplémentaires nécessaires ne seraient pas disponibles et Mme Martinez-Mora devrait gérer seule le travail relatif à l'adoption internationale.

ICATAP

ICATAP s'est forgé une réputation solide grâce à ses programmes de qualité et à des prestataires très professionnels. Le Bureau Permanent est conscient du fait que les changements se font lentement dans certains pays et qu'il est difficile d'obtenir les résultats mesurables suite à ses efforts. Alors que d'importants obstacles se posent pour travailler dans des États politiquement instables qui connaissent des problèmes sociaux complexes, les États avec lesquels le Bureau Permanent travaille ont formulé le souhait de continuer à recevoir l'appui d'ICATAP car ce dernier constitue pour eux le programme qui peut faire réellement évoluer les choses et renforcer les normes applicables aux procédures d'adoption internationale.

Stratégie No 3 : Élaborer un plan stratégique pour ICATAP.

Le plan explique la manière selon laquelle les priorités sont établies concernant ICATAP et en outre, identifie quelques États ayant besoin d'assistance mais présentant moins de difficultés et dans lesquels il serait possible d'obtenir de résultats à court terme (Voir Doc. info No 4).

Stratégie No 4 : En conjonction avec la stratégie No 1, rechercher un financement provenant des États d'accueil et d'autres organismes ou organisations qui manifestent un intérêt particulier pour un pays ou une région.

En même temps, considérer la possibilité de partenariats avec d'autres organisations ou organismes ayant des fonds ou des intentions de travailler dans certains pays (par exemple, Adoptionscentrum, un organisme agréé suédois, qui a récemment réalisé une formation en Inde et a invité le Népal à y participer ; ils organisent aussi régulièrement des séminaires de formation en Afrique).

Stratégie 5 : Finaliser l'accord avec l'UNICEF afin de consolider notre partenariat

Il pourrait être proposé dans cet accord que le Bureau Permanent réalise des missions au nom de l'UNICEF pour les problématiques relatives à l'adoption internationale, et si approprié, pour celles en lien avec d'autres Conventions relatives à la protection des enfants. Tous les frais seraient alors couverts par l'UNICEF pour les missions que l'organisation solliciterait (par exemple : Mozambique, Namibie, Kazakhstan). Ces missions peuvent répondre à un besoin spécifique d'UNICEF dans un pays ou une région mais aussi servir les intérêts de la Conférence de La Haye en promouvant une meilleure compréhension de la Convention de 1993.

ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE ADOPTION INTERNATIONALE 2012-2014

I. PRIORITÉS À COURT TERME (2012)

1. Deuxième partie du Guide de bonnes pratiques No 2 sur l'Agrément et les organismes agréés en matière d'adoption

- a) Consultations auprès des Membres et des États contractants concernant la version définitive du projet de Guide.
- b) Préparatifs pour l'envoi à l'éditeur le 1er avril 2012 et révision de la version de l'éditeur avant impression.

2. Groupe de travail sur les aspects financiers de l'adoption internationale

- a) Créer le groupe de travail et organiser sa première réunion (juin 2012).
- b) Élaborer un Document de travail exposant les problèmes et les bonnes pratiques (mars-avril 2012).
- c) Examiner la faisabilité de la publication des grilles indiquant les coûts associés à l'adoption sur le site Internet du Bureau Permanent (Recommandation No 4 formulée par la Commission Spéciale de 2010) Ce travail devrait commencer à l'occasion des discussions menées par le Groupe de travail.

3. Groupe de travail sur l'enlèvement, la vente, la traite et l'obtention illicite d'enfants

- a) Consultations de l'Autorité centrale australienne concernant le projet de document de travail devant être communiqué.
- b) Suivi avec l'Autorité centrale australienne concernant les prochaines étapes.
- c) Définition de lignes directrices pratiques destinées aux Autorités centrales, nécessaires pour garantir que les principes de coopération énoncés dans le document de travail sont suivis et mis en œuvre.

4. Accord UNICEF – HCCH

- a) Accord de coopération : finalisation à court terme d'un accord moins formel afin de consolider la relation entre l'UNICEF et la HCCH.
- b) Accord formel : poursuite des négociations avec l'UNICEF concernant le calendrier et le contenu d'un accord formel.

5. Priorités d'ICATAP

- a) Élaboration d'un plan stratégique pour ICATAP pour la période 2012-2014 (Voir Doc. info. No 4).
- b) Planification des activités pour les États prioritaires ; identification d'autres États ayant besoin d'une assistance technique et classification selon les délais estimés de réalisation de progrès ou de réussite des projets.
- c) ICATAP devrait se fixer pour objectif de mener à bien quelques projets modestes à court terme avec des États posant moins de difficultés.

6. Priorités d'ICATAP par État / région

- a) Voir le Plan stratégique d'ICATAP (Voir Doc. info. No 4).

7. Séminaires revêtant une importance particulière pour l'adoption internationale

- a) *5th International Policy Conference on the African child: Intercountry Adoption as a measure of last resort in Africa*, Addis-Abeba, du 29 au 30 mai 2012.
- b) Conférence sur le renforcement de la famille et la prise en charge alternative en Afrique sub-saharienne francophone, Dakar, mai 2012.
- c) Séminaire francophone organisé par la HCCH pour l'Afrique : une suite du séminaire francophone de 2009 est souhaitable ; une contribution donnée par la France est disponible pour permettre de préparer ce séminaire, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires.
- d) Éventuel séminaire anglophone pour l'Afrique australe et orientale : une suite au séminaire de Pretoria tenu en 2010 est souhaitée pour la première moitié de 2013 ; les besoins et l'intérêt pour cette question en Afrique sont suffisants pour ne se concentrer que sur l'adoption. Beaucoup d'États de cette région ont demandé notre assistance et un séminaire régional pourrait répondre à ce besoin. Il n'y a pas de fonds disponibles à cet effet pour le moment. La préparation devra débuter pendant la seconde moitié de 2012.

II. PRIORITÉS À LONG ET À MOYEN TERME (2013-2014)

1. Cinquième Réunion de la Commission spéciale de 2014

- a) La préparation doit débuter en 2013. Il est nécessaire de rétablir le cycle de quatre ans les réunions de la Commission spéciale relatives à l'adoption, un cycle de 5 ans étant trop long au regard des changements intervenant dans ce domaine.
- b) Les thèmes et les documents possibles comprennent :
- Recherche des origines au moyen des nouvelles technologies
 - Guide de bonnes pratiques sur les aspects financiers de l'adoption internationale
 - Questionnaire sur les problèmes liés à la mise en œuvre de la Convention
 - Groupe de travail sur l'enlèvement, la vente, la traite et l'obtention illicite d'enfants – rapport et suivi concernant l'application des principes relatifs à la coopération
 - Tendances dans le domaine de l'adoption internationale
 - Enfants ayant des besoins spéciaux
 - Interactions entre la Convention de 1993 et la Convention de 1996 sur la protection des enfants – les alternatives à l'adoption, par exemple le placement en famille d'accueil
 - Maternité de substitution – suivi.

2. Guides de bonnes pratiques

- a) Aspects financiers de l'adoption internationale : il est peut être judicieux d'anticiper la possibilité que les travaux du groupe de travail aboutissent à l'élaboration d'un nouveau Guide de bonnes pratiques. La CS de 2005 fait une allusion générale à cette possibilité dans sa Recommandation No 2 ; et

- b) Préparation des parents à l'adoption internationale d'un enfant : ce sujet a été classé comme étant important pour l'amélioration des bonnes pratiques. Prescrit par la CS de 2005 dans sa Recommandation No 2.

3. ICATAP par région

Voir le Plan stratégique d'ICATAP (Voir Doc. info. No 4)

III. TRAVAUX EN COURS (2012-2014)

1. Travaux en cours

- a) Finaliser le travail concernant les Recommandations de la Commission spéciale de 2005 et 2010 : Nouveaux formulaires concernant le consentement de l'enfant ; modèle de formulaire ou protocole pour les articles 15 et 16 (Recommandation No 7 de la CS de 2005).
- b) Répondre aux questions des AC, site Internet, etc. En 2011, 108 demandes ont été enregistrées sur la liste de suivi et ont toutes reçu une réponse.
- c) Réviser les documents en version française.
- d) Réviser les documents en version espagnole.
- e) Conseiller les gouvernements et les autorités sur l'interprétation de la Convention.
- f) Nouvelles adhésions et ratifications : envoyer une lettre de présentation et les Guides de bonnes pratiques.
- g) Espace « Adoption internationale » du site Internet : suivre l'information diffusée, mettre à jour les coordonnées.
- h) Rédiger une brochure et mettre à jour le FAQ concernant l'adoption internationale.
- i) Profils des États : envoyer des rappels réguliers aux AC pour la mise à jour des informations ; assurer le suivi de leurs réponses et la mise à jour des informations.

2. Tâches menées actuellement dans le cadre d'ICATAP

- a) Rapports relatifs aux missions réalisées dans le cadre d'ICATAP.
- b) Liste de consultants : travail en cours pour élargir notre réseau de consultants pour les projets du Programme d'assistance technique.

3. Autres projets

- a) Statistiques : suivi de la Recommandation des Commissions spéciales.